

*Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement*

Conseil d'administration
Séance du 29 janvier 2021

Délibération n°4.1

Le 29 janvier 2021, le Conseil d'administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Dominique Chargé, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 32

Nombre de participants : 25

Membres représentés (procuration) : 6

Quorum : 16

Point 4 – Stratégie

Délibération 4.1 – Adhésion à l'Alliance Agreenium (Convention de coordination territoriale)

Exposé des motifs :

La convention de coordination territoriale proposée a pour objectif de fixer de nouvelles modalités de coordination entre les établissements signataires qui ont déjà collaboré pendant plusieurs années, dans le cadre de l'Institut agronomique vétérinaire et forestier de France (dit « Agreenium »), établissement public devant être dissous au 31 décembre 2020 dans le cadre de la loi de programmation pour la recherche.

Elle vise à développer la coopération des organismes signataires en leur ouvrant la possibilité de travailler en commun, grâce à un cadre de fonctionnement agile, sur des projets engagés sous la marque Agreenium et d'amplifier leur collaboration par la mise en œuvre d'actions nouvelles.

Les établissements conviennent de mutualiser les moyens nécessaires pour les quatre missions suivantes :

- Animer une communauté d'intérêt pour organiser une analyse partagée et faire émerger des projets concrets ;
- Améliorer la visibilité du dispositif de l'enseignement supérieur et recherche dans les domaines mentionnés au 1° de l'article L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- Constituer une plateforme de projets structurants et ambitieux, notamment pour le numérique et à l'international ;
- Assurer l'animation inter-établissements de la formation doctorale.

La convention précise notamment les modalités de la gouvernance collégiale par un directoire assisté d'une cellule de coordination et d'appui, du portage administratif assuré par l'INRAE, et du financement des activités de l'Alliance.

La convention a reçu un avis favorable des Conseils des écoles internes AgroCampus Ouest et Montpellier SupAgro réunis le 12 novembre 2020.

Elle est soumise à l'approbation du Conseil d'administration de l'Institut Agro. En effet, elle doit être signée après délibération des instances décisionnaires de chacun des établissements, puis approuvée par arrêté du ministre chargé de l'Enseignement supérieur, et du ministre assurant la tutelle des établissements participants.

ADOPTÉ : à 24 voix pour
 à 0 voix contre
 et 4 abstentions exprimées

Délibération n°4.1

Objet : Adhésion à l'Alliance Agreenium (Convention de coordination territoriale)

Vu l'ordonnance n° 2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche et notamment son article 17 ;

Vu le décret n° 2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, notamment ses articles 9 et 12 ;

Vu les avis des conseils d'écoles internes du 12 novembre 2020 ;

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 29 janvier 2021, approuve le projet de convention de coordination territoriale dans le cadre de l'Alliance « Agreenium » annexé à la présente délibération.

Fait à Paris, le 29 janvier 2021

Le Président du Conseil d'administration

Dominique Chargé

Signature D. Chargé

Alliance « Agreenium »

CONVENTION DE COORDINATION TERRITORIALE

ENTRE

XXXXXX

Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
dont le siège est xxxxxx
représentée par xxxxxx,
Ci-après dénommée « XXXXXX » ;

Et

XXXXXX

Et

Collectivement désignés par : les établissements signataires

IL EST CONVENU ET EST ARRETE CE QUI SUIV

Préambule

Les N établissements, signataires de la présente convention, décident de contribuer collectivement à la création d'une Alliance pour l'enseignement supérieur et la recherche dans les domaines mentionnés au 1° de l'article L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime¹.

Les établissements signataires ont collaboré pendant plusieurs années, dans le cadre de l'Institut agronomique vétérinaire et forestier de France (désigné sous le vocable Agreenium), établissement public administratif de coopération créé par la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt.

L'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018 relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche mentionne qu'une coordination territoriale peut être assurée conjointement par des établissements liés par une convention. Elle ouvre la possibilité de travailler en commun, sur un pied d'égalité, dans le respect de l'autonomie de chaque établissement et sans perspective de fusion.

Par la présente Convention de Coordination Territoriale, les établissements d'enseignements supérieur et organismes de recherche signataires souhaitent poursuivre leur collaboration et se donnent comme objectif de concourir à l'identification et à la construction de projets collectifs et ambitieux dans les domaines mentionnés au 1° de l'article L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime, sur la base d'une analyse partagée.

La marque Agreenium est un capital à conserver et à valoriser. Elle se justifie tout particulièrement à l'international pour amplifier la visibilité collective des établissements signataires et contribuer à faciliter des activités et des accords internationaux hors de portée d'un établissement seul.

L'ambition est de mettre œuvre, grâce à un cadre de fonctionnement agile, des projets engagés sous la marque Agreenium et d'amplifier la collaboration par la mise en œuvre d'actions nouvelles.

Les établissements signataires partagent la vision stratégique de l'importance du renforcement de la coordination entre les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche et décident, en conséquence de développer ensemble des actions de coopération concrètes dans les domaines mentionnés au 1° de l'article L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime. L'Alliance « Agreenium » a vocation à apporter cet appui au niveau du territoire national, avec une ambition européenne et internationale, complémentaire des ancrages locaux et politiques de sites des établissements signataires.

¹ Production agricole, forestière, aquacole et des produits de la mer, transformation et commercialisation de ces productions, industrie agroalimentaire et d'alimentation, industries liées à l'agriculture, de santé et de protection animales et végétales, d'hygiène, de qualité et de sécurité de l'alimentation, d'aménagement, de développement, de gestion et de protection de l'espace rural, de la forêt, de l'eau, des milieux naturels et du paysage.

Son périmètre rassemble, sur une base volontaire, des établissements d'enseignement supérieur et de recherche (écoles, universités) ainsi que des organismes de recherche, opérant de manière reconnue dans un ou plusieurs domaines cités ci-dessus.

Article 1 - Objet et engagements

Conformément à l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018 **relative à l'expérimentation de nouvelles formes de rapprochement, de regroupement ou de fusion des établissements d'enseignement supérieur et de recherche**, la présente convention a pour objet de fixer les modalités de définition et de mise en œuvre de la coordination sous l'appellation Agreenium.

Elle réunit des établissements qui, tout en conservant leur personnalité morale et juridique, conviennent de coordonner certaines de leurs actions et de mutualiser des moyens :

- Dans une vision partagée de la mise en œuvre de projets identifiés, définis et mis en œuvre conjointement dans le respect de leurs missions et leurs spécificités territoriales, sans préjudice de toute forme d'opérations propres menées par ailleurs ;
- Pour faire vivre le rapprochement sous la forme d'une coordination régulière de leurs missions, ambitions et projets partagés ;
- Pour développer des projets sous la bannière d'Agreenium lorsqu'ils mobilisent plusieurs établissements signataires ;
- En mentionnant leur appartenance à l'Alliance dans leur communication institutionnelle (plaquettes, sites web, réseaux sociaux, rapports d'activité, etc, ...) ;
- En adhérant collectivement à certaines structures fédératives (GIP, fondation, association,...), en tant que de besoin.

Les établissements décident de mettre en commun les moyens nécessaires pour les quatre missions suivantes dont le contenu arrêté au moment de la signature est détaillé en annexe :

- Animer une communauté d'intérêt pour organiser une analyse partagée et faire émerger des projets concrets
- Améliorer la visibilité du dispositif de l'enseignement supérieur et recherche dans les domaines mentionnés au 1° de l'article L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime
- Constituer une plateforme de projets structurants et ambitieux, notamment pour le numérique et à l'international
- Assurer l'animation inter-établissements de la formation doctorale

Article 2 - Principes de fonctionnement - gouvernance

2.1 Principe général

Les établissements signataires s'accordent sur une gouvernance collégiale, fondée sur leur égale représentation.

2.2 Modalités de gouvernance

La gouvernance est assurée par un directoire qui comprend les chefs des établissements signataires ou leur représentant.

Le directoire fixe les modalités de fonctionnement collectif par un règlement intérieur.

Le directoire organise, dans le respect de l'autonomie et de la stratégie de chaque établissement, les relations entre l'Alliance et ses partenaires de l'ESR les domaines mentionnés au 1° de l'article L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime (tutelles, collectivités, et autres ...).

Il assure la validation, le cas échéant, des actions conduites sous la marque Agreenium et le suivi des axes stratégiques de coopération et de la bonne conduite des projets.

Le Directoire peut constituer des comités spécialisés pour l'assister et dont il définit les missions, la composition et les modalités de pilotage.

Le Directoire désigne en son sein un président selon des modalités qui seront définies dans le règlement intérieur.

Le président est chargé d'organiser les travaux du Directoire et, en tant que de besoin, la représentation de l'Alliance auprès de ses partenaires.

Les réunions du Directoire sont organisées selon des modalités qui seront définies dans le règlement intérieur. Les ministères de tutelle (MAA, MESRI) ainsi que le MEAE peuvent être invités à assister aux réunions du directoire.

Les délibérations du directoire sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés, à l'exception de l'accueil de nouveaux membres ou de leur retrait ou exclusion, qui doivent recueillir une majorité des deux tiers.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante. Le Directoire ne peut délibérer valablement que si la moitié au moins des membres sont présents ou représentés.

Tout membre empêché d'assister à tout ou partie d'une séance peut donner procuration à un autre.

2-3 Outils de mise en œuvre - cellule de coordination et d'appui

Le directoire -et les comités spécialisés éventuellement constitués- bénéficient pour leurs travaux de l'aide d'une cellule de coordination et d'appui. Cette cellule est chargée des activités suivantes :

- L'animation inter-établissements sur des sujets identifiés au sein d'Agreenium
- La veille générale sur les appels à projets, le montage de projets et la coordination de leur suivi en lien avec les établissements de l'Alliance notamment sur le numérique et l'international, à la demande du directoire
- La coordination inter-établissements sur des projets à l'interface recherche/formation
- La mise en visibilité nationale et internationale de l'Alliance et sa communication
- L'animation administrative de la cellule et les fonctions support

Rassemblés en région parisienne dans un souci d'efficience, les personnels et moyens nécessaires au bon fonctionnement de cette cellule sont affectés au sein d'un des établissements signataires qui assure le portage administratif de la cellule. Des ressources sont à prévoir par les membres, tutelles et partenaires pour assurer le fonctionnement de la cellule de coordination et d'appui. Les activités de la cellule de coordination et d'appui (cf. supra) ne pourront être réalisées qu'au regard de la disponibilité effective de ces ressources.

La cellule de coordination et d'appui est animée par un-e « délégué-e » placé-e sous l'autorité fonctionnelle du président du directoire et sous l'autorité hiérarchique de l'établissement porteur administratif. Le/la délégué-e est chargé-e de piloter le fonctionnement de la cellule de coordination et d'appui et assure le secrétariat du directoire auquel il/elle rend compte et participe à ses débats sans voix délibérative. Le détail de ses missions est précisé par le directoire dans le règlement intérieur et formalisé par une lettre de mission.

Article 3 - Délégation de certaines activités à des établissements

A la signature de la présente convention, les actions sont déclinées suivant les quatre missions précisées dans l'article 1. Toute modification dans les missions et/ou leur portage fera l'objet d'un avenant annexé à la présente.

L'établissement qui assure le portage administratif, accueille la cellule de coordination et d'appui dont les personnels lui sont affectés (emplois financés par le PGM 142 du MAA, les membres ou des projets). Il gère le budget de la cellule et met en œuvre les opérations budgétaires et comptables permettant d'assurer un suivi détaillé et une justification des ressources allouées. L'établissement qui assure le portage administratif n'a pas de prérogative particulière pour orienter les politiques qui sont du ressort du directoire.

A la signature de la convention, les établissements conviennent d'un commun accord de désigner INRAE comme établissement porteur administratif. Toute modification sur l'établissement assurant le portage administratif fera l'objet d'un avenant annexé à la présente.

Le directoire peut confier le portage de projets spécifiques à un établissement signataire, en tant que de besoin et avec son accord (emplois financés par des projets, par les membres, par les tutelles des membres).

Article 4 - Moyens financiers

Chacun des établissements signataires s'engage à apporter une contribution annuelle fixée par le directoire, en fonction de critères définis en commun et précisés dans le règlement intérieur, pour financer les actions de l'Alliance et notamment le fonctionnement de la cellule de coordination et d'appui.

Des ressources humaines, financières et des locaux sont affectées à l'établissement porteur administratif pour le fonctionnement de la cellule de coordination et d'appui et, le cas échéant dans la limite des besoins, aux établissements auxquels le directoire aura confié des projets spécifiques.

Les ressources financières nécessaires au fonctionnement de la cellule de coordination et d'appui et à la réalisation des projets, à l'exception des projets mentionnés à l'art.4 §2, sont inscrites au budget de l'établissement porteur administratif. Elles comprennent les ressources collectées au titre de subventions (État, collectivités, ...), les contributions des membres, ainsi que des ressources acquises sur projet(s). L'établissement porteur administratif met en œuvre les opérations budgétaires et comptables permettant d'assurer un suivi détaillé et une justification des ressources allouées.

Les établissements associés par voie de convention contribuent au financement des activités et projets de l'Alliance dans les domaines faisant l'objet de leur partenariat.

Le délégué veille de manière constante à l'adéquation entre les moyens affectés à la cellule de coordination et d'appui et les missions réalisées et en rend compte régulièrement au Directoire et à son président.

Des indicateurs de suivi sont mis en place afin d'évaluer la bonne réalisation des objectifs fixés.

Article 6 - Durée de validité et résiliation

La convention est approuvée après délibération de chacun des établissements par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur et, le cas échéant, du ministre assurant la tutelle de l'établissement participant au regroupement, pour la durée maximale fixée par les dispositions de l'Ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018.

La présente convention peut être perpétuée ou terminée par arrêté à la demande de l'ensemble des établissements signataires.

Article 7 - Sortie et Entrée d'un établissement

Le Directoire étudiera les demandes de sortie des établissements partenaires et d'adhésion émanant d'autres établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche ou d'organismes de recherche, publics ou privés.

La sortie et l'adhésion deviendront effectives à publication de l'arrêté modifié approuvant la convention et à la signature d'un avenant à la présente convention et sous réserve des procédures internes propres aux nouveaux candidats.

Article 8 - Associés par voie de convention avec l'Alliance

Des conventions peuvent être signées avec des établissements partenaires permettant leur association à des projets conduits dans le cadre de l'Alliance. Le Directoire est en charge d'étudier, avec le concours de la cellule de coordination et d'appui, les candidatures qui peuvent émaner d'établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche ou d'organismes de recherche, publics ou privés, ou d'entreprises, de fondations ou d'associations.

Un membre associé par voie de convention ne siège pas au directoire mais peut y être invité en fonction de l'ordre du jour sans voix délibérative. Il peut être invité à participer aux travaux de comités spécifiques. Il contribue au financement des activités et projets de l'Alliance dans les domaines faisant l'objet de leur partenariat, dans des conditions précisées dans la convention d'association.

Article 9 - Révision de la convention

Le Directoire, sur la base des bilans annuels effectués, peut proposer des modifications de la présente convention. La proposition sera formulée sous la forme d'un courrier signé par le Président du directoire après délibération des établissements signataires et adressé au ministère en charge de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation et au ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. Une fois la proposition approuvée par ces deux ministères, un avenant sera dûment signé par les établissements signataires.

Article 10 - Litige

Les établissements signataires s'efforceront de régler à l'amiable toute contestation relative à l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention dans un délai maximum de trois mois. En cas de désaccord persistant, un accord sera recherché auprès des services de l'État.

Fait, en N exemplaires originaux, à Paris le :

ANNEXE - Contenu des missions

1) Animation d'une communauté d'intérêt pour organiser une analyse partagée et faire émerger des projets concrets

Agreenium constitue un espace de réflexion stratégique, de prospective et d'échanges sur des bonnes pratiques entre les acteurs de la formation et de la recherche dans les domaines mentionnés au 1° de l'article L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime. Les sujets sur lesquels portent les échanges concernent des partages d'expériences, d'analyses, d'orientations, des questions de stratégie et d'articulation entre enseignement supérieur et recherche, des thématiques scientifiques et des développements en appui au terrain. Cette réflexion collective au niveau national doit être déclinée et faciliter la coordination des membres sur leurs positionnements respectifs dans les politiques de sites.

Des actions sont attendues non seulement pour les dirigeants mais également pour les communautés de la formation, de la recherche, de l'innovation, ou de l'international, et pour les étudiants et doctorants. De manière concrète sont envisagées des réunions régulières des dirigeants sous forme de séminaires stratégiques, des écoles d'été à l'intention des jeunes chercheurs, des études prospectives intéressant la communauté des enseignants et chercheurs, des groupes de réflexions au bénéfice de différentes communautés des établissements.

2) Amélioration de la visibilité du dispositif de l'enseignement supérieur et recherche dans les domaines mentionnés au 1° de l'article L. 812-1 du code rural et de la pêche maritime

Un des objectifs de l'Alliance Agreenium est de renforcer la visibilité du collectif formation-recherche français dans les domaines d'action de ses membres, aux niveaux national, européen et international, et par là même, de chacun des établissements signataires. La coordination ou la mobilisation des membres dans les instances clés ou dispositifs d'influence internationaux est indispensable pour renforcer l'efficacité d'action et la place de la France à l'international.

La mise en œuvre de projets européens ou internationaux associant les membres et facilités par l'Alliance Agreenium apporte une valeur ajoutée en ce qu'un seul acteur français apparaît au lieu de plusieurs. L'Alliance Agreenium a vocation à engager des actions mettant en visibilité ses membres, leur donnant la possibilité de se présenter conjointement à l'international et de profiter de la force du réseau national pour valoriser leur action d'établissement.

A ce titre, l'Alliance Agreenium continuera à tenir à jour les bases de données des offres de formations des membres et des unités de recherche et à les présenter sur un portail unique disponible en plusieurs langues.

3) Constitution d'une plateforme de projets structurants et ambitieux, notamment pour le numérique et à l'international

L'Alliance Agreenium a vocation à créer les conditions de l'émergence de projets collectifs ambitieux, à assurer une veille sur les opportunités de financement extérieurs, à incuber, accélérer et au besoin porter des projets impliquant au moins deux membres, permettant ainsi de mutualiser les coûts de développement et de mobiliser les membres sur la base de règles claires de subsidiarité.

Les projets numérique participant notamment au développement de l'université numérique AgreenU comme référence aux plans européen et international, sont à conforter.

Les projets à l'international sont aussi à renforcer sous l'angle de l'aide au développement de compétences en lien avec des universités, des écoles et des partenaires professionnels.

4) Animation inter-établissements de la formation doctorale

Le « Collège doctoral » d'Agreenium mis en place par l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France a constitué un espace d'échange de bonnes pratiques et de production de ressources inter-écoles doctorales apprécié qu'il convient de conforter en développant de façon coordonnée l'offre de formation doctorale des membres de l'Alliance et en facilitant sa mutualisation. L'Alliance Agreenium a vocation à organiser des séminaires de formation doctorale et à favoriser des constructions de contenus de formation notamment d'écoles d'été avec des partenaires européens et internationaux.